

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 9–13 novembre 2009

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 6 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2009/6-C/Add.1
28 septembre 2009
ORIGINAL: ANGLAIS

RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 106720

**Assistance aux populations touchées par
la crise prolongée en Côte d'Ivoire**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice de la Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle: Mme R. Hansen tél.: 066513-2008

Fonctionnaire principal chargé de la gestion des résultats, Division de la gestion des résultats et de l'obligation redditionnelle: M. K. Owusu-Tieku tél.: 066513-3018

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

INTRODUCTION

1. Le présent document expose la réponse du Secrétariat aux recommandations contenues dans le rapport succinct de l'évaluation de l'IPSR Côte d'Ivoire 106720.
2. Le Secrétariat reconnaît la nécessité d'orienter la stratégie pour le pays en tenant compte de l'évolution des priorités de développement en Côte d'Ivoire.
3. Les réponses du Secrétariat aux diverses recommandations figurent dans le tableau ci-après.

**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 106720**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>1. Le bureau de pays devrait élaborer une stratégie qui situe l'action du PAM dans le nouveau contexte national et qui lui donne une cohérence par rapport aux nouvelles priorités du Gouvernement et des donateurs en faveur du développement. Cette stratégie devrait:</p> <p>i) reposer sur une évaluation des besoins des personnes déplacées qui se sont réinstallées, et prévoir les mesures requises pour y répondre; et intégrer l'appui du PAM dans les plans de développement locaux, en articulant par exemple les activités VCT avec des projets plus vastes de développement des infrastructures rurales, les activités VPF avec des initiatives de développement local, etc.;</p> <p>ii) tenir compte de l'approche du PAM vis-à-vis du VIH et du sida, qui englobe les soins et le traitement, l'appui à la nutrition et la prévention.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le bureau de pays préparera une stratégie de pays fondée sur les directives du Siège, qui sera alignée sur un nouveau Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) lorsque le cycle 2009–2013 du PNUAD sera achevé. Le document de stratégie de pays sera rédigé en 2012 conformément au nouveau PNUAD.</p> <p>i) En attendant, le bureau de pays se référera au PNUAD et au Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) actuels pour mettre en œuvre une nouvelle intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) qui appuiera la stratégie gouvernementale visant à assurer la transition vers le redressement et le développement dans les régions nord et ouest de la Côte d'Ivoire; l'IPSR en cours devra être prolongée jusqu'en mars 2010.</p> <p>ii) La stratégie du Gouvernement et des Nations Unies prévoit de contribuer à la lutte contre le VIH/sida. Le PAM travaille avec les services chargés du programme national de nutrition au Ministère de la santé et de l'hygiène, un organisme international à but non lucratif nommé Program for Appropriate Technology in Health, et le deuxième Projet d'assistance technique pour l'alimentation et la nutrition (FANTA) sur les stratégies relatives à la nutrition et au VIH. Le Ministère de la lutte contre le sida, le Groupe du secteur sida des Nations Unies (qui inclut le PAM), des organisations non gouvernementales (ONG) partenaires et des donateurs travaillent de leurs côtés sur le traitement, l'atténuation et la prévention dans des domaines qui ne relèvent pas du mandat du PAM; cette approche sera maintenue dans la nouvelle IPSR et fera partie de la stratégie de pays.</p>	<p>Décembre 2012</p> <p>Jun 2010 (nouvelle IPSR)</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 106720**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
<p>2. La nouvelle IPSR devrait se concentrer sur un nombre plus réduit d'activités, principalement destinées à soutenir les programmes nationaux de nutrition et d'éducation. Dans cette optique, il faudrait:</p> <p>i) adapter les ressources humaines aux priorités, notamment en faisant appel à un nutritionniste ayant de l'expérience dans le domaine du VIH/sida;</p> <p>ii) cibler les programmes de nutrition sur les zones géographiques ayant les plus forts taux de malnutrition, en procédant à une évaluation participative détaillée des besoins, et accorder la priorité aux régions septentrionales pour l'alimentation scolaire;</p>	<p>Bureau de pays</p> <p>Bureau de pays/ Division des relations avec les gouvernements donateurs</p>	<p>i) Le bureau de pays dispose de deux nutritionnistes spécialistes des programmes de lutte contre le VIH, d'un responsable de l'alimentation scolaire, d'un responsable de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV), ainsi que d'assistants spécialisés dans les domaines couverts par les interventions en cours et à venir. Compte tenu du budget actuel et du niveau des activités, aucun appel à candidatures n'est ouvert pour Abidjan, mais le bureau de pays demandera des postes supplémentaires. Le bureau recrute des volontaires des Nations Unies pour diriger les bureaux auxiliaires, afin de renforcer les capacités de gestion des interventions.</p> <p>ii) Une évaluation de la sécurité alimentaire effectuée par l'Institut national de la statistique, le Ministère de l'agriculture, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en mai-juin 2009, et des études sur la nutrition dans les régions nord et ouest réalisées par le Programme national de nutrition, le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en juillet 2009 amélioreront le ciblage des sites de nutrition et de lutte contre le VIH. Les programmes de nutrition actuels sont localisés dans les zones qui enregistrent les plus forts taux de malnutrition et où des partenaires offrent également des services dans le domaine. Les écoles sont sélectionnées en fonction des priorités gouvernementales et une étude de référence est en projet; dans la nouvelle IPSR, les écoles situées au nord seront classées par ordre de priorité. Si le budget le permet, le bureau de pays augmentera le nombre d'écoles prises en charge dans le projet de développement 107590, en étendant son rayon d'action au sud de l'ancienne Ligne verte, une ligne médiane entre les anciennes limites nord et sud de la Zone de confiance; ceci sera probablement inclus dans la nouvelle IPSR.</p>	<p>Octobre 2009</p> <p>Janvier 2010</p>



**RÉPONSE DE LA DIRECTION AUX RECOMMANDATIONS DU RAPPORT SUCCINCT
DE L'ÉVALUATION DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 106720**

Recommandations	Organe responsable	Réponse de la direction et suite donnée aux recommandations	Délai de mise en œuvre
iii) appliquer des critères rigoureux en matière d'admission et de sortie des bénéficiaires de l'alimentation thérapeutique et supplémentaire;		iii) Les critères d'admission et de sortie applicables aux enfants bénéficiaires des programmes d'alimentation thérapeutique et supplémentaire obéissent à la stratégie du gouvernement. L'ONG partenaire Action contre la faim (ACF) a formé des partenaires dans le nord, pour s'assurer de l'application de ces critères; sur ce plan, le PAM prévoit d'en faire autant avec les partenaires de la nutrition.	Décembre 2009
iv) associer les bénéficiaires de la composante VIH/sida au suivi et à l'échange d'informations concernant l'assistance fournie, et analyser les possibilités d'emploi pour compléter la composante nutrition par la distribution d'activités VPF;		iv) La plupart des partenaires qui collaborent aux programmes de lutte contre le VIH encouragent la création de groupes de soutien, afin de favoriser l'échange d'informations et l'entraide entre les personnes séropositives. Le partenaire technique PATH a aidé à mettre au point un manuel sur les activités génératrices de revenus à l'intention des orphelins et d'autres enfants vulnérables touchés par le VIH; le PAM pourrait employer des fonds provenant du President's Emergency Plan for AIDS Relief, pour étudier la possibilité d'entreprendre des activités Vivres pour le redressement au profit des personnes ayant reçu une aide dans le cadre des programmes de lutte contre le VIH.	En cours– mai 2010
v) améliorer les compétences de la DNC en matière de planification, de suivi et d'évaluation, et de coordination logistique, et l'encourager, ainsi que les instances de direction des écoles et les autorités villageoises, à exempter les enfants pauvres des frais de cantine;		v) Le PAM a travaillé avec la DNC à partir de 1989 sur le renforcement des capacités et la formation en matière de planification, de suivi et évaluation (S&E), et de coordination logistique, avec le concours d'un volontaire des Nations Unies. Cet appui a pris fin en novembre 2008, mais le PAM continue de dispenser son aide depuis le bureau d'Abidjan par l'intermédiaire du responsable de l'alimentation scolaire et de l'auxiliaire de S&E. Le personnel de la DNC a été formé dans les domaines de la gestion, du S&E et de la logistique à l'occasion d'ateliers organisés à Grand-Bassam et à Bouaké en mars et avril 2009. Le PAM maintient son appui dans le cadre de l'IPSR et du programme d'alimentation scolaire. Un système de fonds communs est en place pour aider les enfants les plus pauvres à payer les repas scolaires. Avec le concours de la DNC, le PAM s'assurera que ce système est opérationnel dans toutes les écoles qui bénéficient de son aide.	Septembre 2009



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACF	Action contre la faim
ACV	analyse et cartographie de la vulnérabilité
DNC	Direction nationale des cantines
DNC	Direction nationale des cantines scolaires
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
FANTA	Projet d'assistance technique pour l'alimentation et la nutrition
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
S&E	suivi et évaluation
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation